



FONDATION
POUR LA NATURE
ET L'HOMME



AGIR pour la
BIODIVERSITÉ



Groupe Environnement et Nature
Conseil Economique, Social et Environnemental
9 Place d'Iéna 75775 Paris cedex 16

Paris, le 13 juin 2017

EMBARGO jusqu'à 17h le 13 juin

Communiqué de presse

Arrêter le déclin de l'aquaculture française grâce à un modèle plus durable et plus transparent

L'avis « Fermes aquacoles marines et continentales : enjeux et conditions d'un développement durable réussi », adopté aujourd'hui par le Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE), s'inscrit pleinement dans les prochains Etats généraux de l'alimentation annoncés par le Président de la République. Cet avis propose de se tourner résolument vers une aquaculture plus durable, plus transparente et créatrice d'emplois.

L'aquaculture mondiale est en plein essor. En effet, depuis 2015, la production globale a dépassé en volume celle de la pêche. Pourtant, en France, 86% des protéines aquatiques sont importées, ce qui représente un déficit commercial de 3,7 milliards d'euros. Pour inverser cette tendance, le CESE propose de se tourner rapidement vers une stratégie clairement inspirée par l'approche écosystémique.

Cette nouvelle stratégie suppose des éco-innovations pour permettre à l'aquaculture de devenir à la fois complémentaire de la pêche — en préservant les ressources halieutiques au lieu de les dégrader — et de l'agriculture auxquelles elle peut offrir de nouveaux débouchés. Ainsi repensée, l'aquaculture permet de conforter l'approvisionnement et la sécurité alimentaire, de développer une activité pérenne et des emplois sur les littoraux et dans les territoires ruraux.

Aujourd'hui, le consommateur français ne dispose que de très peu d'informations concernant la provenance, les conditions d'élevage, et l'alimentation des espèces. Peu d'informations sont également disponibles sur les évolutions du modèle ostréicole et mytilicole ainsi que les enseignements à tirer des crises à répétition dans ces filières. La transparence, la traçabilité et l'étiquetage écologique sont donc des priorités absolues pour cette filière.

Investir pour changer de modèle et offrir un avenir durable à l'aquaculture

Cet avis souligne également que la reconquête collective du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques est le premier des investissements à réaliser pour offrir un avenir à ces productions. Par ce texte, le CESE pointe notamment les nombreux défis liés au partage de l'eau, à sa qualité (affectée par un cocktail de polluants néfastes) et aux conséquences du changement climatique.

Les organisations du groupe *Environnement et Nature* du CESE soutiennent donc particulièrement les

recommandations visant à préserver et à améliorer la qualité des milieux naturels, à rendre la filière plus transparente grâce à une meilleure traçabilité, à développer les travaux de recherche dans ce domaine et à renforcer les garanties de qualité fournies pour une meilleure prise en compte des conditions de production. Il est urgent de changer radicalement de modèle pour permettre à l'aquaculture française de sortir du déclin en se tournant vers la durabilité et la transparence.

Malgré ses faiblesses, la France est le seul pays au monde à posséder autant d'espèces aquacoles. Cet atout est dû à la diversité des espaces et des climats. Le groupe *Environnement et Nature* salue la volonté du CESE de préserver ces atouts tout en impliquant pleinement le consommateur dans ses choix d'alimentation saine et durable.

Les organisations du groupe *Environnement et Nature* au CESE appellent le Président de la République et le Gouvernement à placer ces enjeux au centre des prochains Etats généraux de l'alimentation et à y associer l'ensemble des acteurs de la société civile pour permettre un développement durable et transparent de la filière aquacole.